

Convention collective

**ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLAS RURAUX ET FORESTIERS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON ET VAUCLUSE)
(25 mars 1996)**

(Etendue par arrêté du 12 novembre 1996
Journal officiel du 20 novembre 1996)

AVENANT N° 10 DU 10 FÉVRIER 2005 (1)

NOR : *AGRS0597086M*

Entre :

La fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Vaucluse,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation du Languedoc-Roussillon et du Vaucluse (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture du Languedoc-Roussillon CFTC ;

Le syndicat du Languedoc-Roussillon CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est ajouté à la convention collective un chapitre IX intitulé « Hygiène et sécurité » qui comporte l'article suivant :

Article 40

Règles d'utilisation des produits phytosanitaires

Sous le couvert du chef d'entreprise détenteur du certificat d'applicateur validé, ou du salarié permanent responsable détenteur de ce même certificat, les salariés chargés de l'application des produits phytosanitaires devront dans le cadre des règles d'hygiène et de sécurité se soumettre aux obligations suivantes :

- équipements de protection individuelle, choisis par le chef d'établissement en fonction des conditions et caractéristiques particulières du travail.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

S'ils ne sont pas suffisants pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs, le chef d'exploitation doit prendre toutes autres mesures à cet effet, en agissant notamment sur l'installation des équipements de travail et l'organisation ou les procédés de travail.

Il appartient à l'employeur de veiller au port effectif des équipements de protection individuelle et s'assurer de leur efficience.

L'employeur a l'obligation de fournir ces équipements individuels ;

- tous les ans, ou dès l'affectation au poste d'applicateur de produit, une formation d'une demi-journée de recyclage, en entreprise ou en centre de formation, sera organisée avec l'applicateur agréé ou un formateur compétent, afin de rappeler les règles d'utilisation, de stockage des produits ainsi que les nouveaux produits mis sur le marché. L'employeur ou le comité d'hygiène et sécurité et des conditions de travail assurera l'organisation de cette formation.

Le financement de cette formation est à la charge de l'employeur.

- tous les 3 ans, sera organisée en centre agréé une formation de 2 jours relative à l'hygiène et à la sécurité, au réglage des appareils, à la connaissance des produits, l'usage et les risques.

Cette formation sera validée par un certificat délivré par le centre de formation au salarié. L'employeur recevra une attestation de la formation qu'il aura financée.

A la suite de cet article, est reporté le dernier article de la convention affecté de la numérotation article 50 comme ci-après :

« Article 50 "Dispositions finales" » (sans changement).

Article 2

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 10 février 2005.

(Suivent les signatures.)